

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 21 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUVEPHARMA LABORATOIRE MERIEL

12 rue de Malacussy
42 100 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-23-418
Code AIOT : 0006104896

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 décembre 2023 dans l'établissement HUVEPHARMA LABORATOIRE MERIEL implanté 12 rue de Malacussy 42 100 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUVEPHARMA LABORATOIRE MERIEL
- 12 rue de Malacussy 42100 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006104896
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Huvepharma est spécialisé dans la formulation et la commercialisation de produits pour le traitement des nuisances animales (désinfection, désodorisation, assainissement) et la maintenance industrielle (désinfection, décapage, dégraissage).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en œuvre du POI, exercice inopiné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Levée de doute	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Déclenchement du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Rétentions, étanchéité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Protections individuelles	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 2- paragraphe 6.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Élaboration du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence que le POI ne semble pas adapté en situation d'effectif réduit et n'est pas maîtrisé par le personnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Élaboration du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI, scénario exercice
Prescription contrôlée : Extrait : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ;
Constats : L'exploitant a établi un POI depuis plusieurs années. La dernière mise à jour (version 5) a été réalisée en juin 2023. Le POI prévoit deux types d'organisation : <ul style="list-style-type: none"> pendant les heures d'ouverture : une organisation est définie, elle s'appuie sur le personnel du site pour assurer la levée de doute, mettre en œuvre les moyens du site (rétention, extinction, etc.), évacuer le personnel, déclencher le POI, prévenir les secours et les autorités,

- en dehors des heures d'ouverture : le POI repose principalement sur la détection automatique (pas de personnel sur site), la société extérieure de télésurveillance et le cadre d'astreinte de l'entreprise.

L'effectif total de l'entreprise est de 13 personnes.

La visite, objet du présent rapport, avait pour objectif de tester de façon inopinée la mise en œuvre du POI par l'exploitant en dehors des heures de fonctionnement de l'atelier de production. Elle a été réalisée en fin d'après-midi, l'effectif présent sur site étant composé de :

- responsable R&D (notée 1 dans le rapport),
- agent en charge des plannings de production et des états des stocks (notée 2 dans le rapport),
- agent d'entretien.

Au sens du POI, le moment retenu pour la visite est considéré comme « pendant les heures d'ouverture ».

Le scénario accidentel retenu pour cet exercice était : détection automatique d'une atmosphère explosive suite à un épanchement d'éthanol dans le local de stockage des liquides inflammables en quantité supposée supérieure à 1000 litres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Levée de doute

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, mise en œuvre levée de doute

Prescription contrôlée :

Extrait :

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

Constats :

17h05 : Arrivée sur site des inspecteurs : après s'être enregistrés sur le registre d'accueil, le début du scénario est exposé à la personne en charge des plannings présente à l'accueil : « La sirène du système de sécurité incendie (SSI) retentit ». Elle prévient la responsable R&D qui arrive immédiatement avec une valise contenant le POI, elle indique être d'astreinte et avoir le rôle de DOI au sens du POI.

Les consignes sont données de jouer au maximum l'exercice, excepté la mise en œuvre de moyens d'extinction (pas d'utilisation des RIA ou extincteurs).

17h17 : Les deux personnes se dirigent vers le local où est installée la centrale d'alarme. L'inspection a alors constaté que la centrale d'alarme gaz a été modifiée en regard de celle décrite dans le POI. En lien avec le POI, l'inspection indique à l'exploitant qu'elle découvre l'information sur la centrale d'alarme « détection gaz voie 1 atelier Atex ».

L'agent d'entretien quitte le site.

1 et 2 se rendent à l'accueil pour consulter le registre des entrées : il n'y a pas de visiteurs encore présents sur site.

Le système de badgeage à LED leur permet de constater qu'aucun employé du site ne serait présent : seule la LED de 2 est allumée indiquant sa présence. La LED de 1 n'est pas allumée, elle a oublié son badge d'accès au site et a utilisé le badge d'astreinte.

1 indique qu'elle doit maintenant effectuer une levée de doute. Elle consulte le POI pour essayer d'identifier la conduite à tenir mais a des difficultés pour retrouver dans le document les conditions dans lesquelles doit s'effectuer cette levée de doute. Elle identifie que l'alarme concerne le local de stockage des liquides inflammables.

17h34 : 1 appelle la directrice du site. Cette dernière lui confirme qu'elle doit faire une levée de doute et attire son attention sur le fait qu'il s'agit d'une zone Atex. Elle précise que la lumière du local peut-être allumée car compatible avec le zonage Atex, et rappelle qu'un masque doit être porté.

1 porte des chaussures de sécurité et s'équipe de son masque « 3M » qui était présent dans son bureau.

1 et 2 se dirigent alors pour faire la levée de doute au niveau du local de stockage des liquides inflammables. 2 n'a pas pris de masque car elle n'envisage pas rentrer dans le local. Dans les allées de la zone de production, un doute est présent sur la possibilité ou non d'allumer la lumière. Après avoir marché dans le noir, décision est finalement prise d'allumer la lumière dans la zone à proximité du local de stockage.

1 pénètre dans le local par une porte piétonne (aucune mention de zonage Atex n'est inscrite sur la porte). 1 rencontre des difficultés pour trouver l'interrupteur pour allumer la lumière du local. Ce dernier est finalement situé à l'opposé, à l'extérieur du local, au niveau de la porte coupe-feu coulissante.

L'inspection précise alors la suite du scénario : « une vanne d'un container de 1000 litres est cassée, ce dernier est en grande partie vidé au sol, et celui présent dessous semble abîmé ».

1 ressort du local et indique que dans ce contexte elle aurait identifié la flaque et ne serait pas rentrée. Elle précise que la fermeture de la porte coupe-feu coulissante est asservie à la détection, il est donc considéré qu'elle s'est fermée automatiquement. Un batardeau en position fermée présent au niveau de cette porte doit assurer la mise en rétention du local : il est constaté qu'il n'est pas étanche, un espace de plusieurs centimètres est présent au niveau du sol.

Au vu du volume déversé, 1 indique que le SDIS doit être appelé.

En fin d'exercice, une lecture commune du POI a été effectuée avec 1 et 2 et a permis d'établir les constats suivants pour ce qui concerne la gestion de la levée de doute :

- la levée de doute doit être effectuée par un binôme composé d'un SST et d'un équipier incendie (absence de SST au moment de l'inspection, le POI ne liste pas les équipiers incendie),
- pour effectuer la levée de doute, 1 et 2 ne se sont pas équipées des EPI imposés par le POI (masque respiratoire, combinaison, bottes, explosimètre portatif, talkie-walkie),
- les consignes pour l'utilisation de l'éclairage en cas de risque d'explosion ne semblent pas bien définies,
- le zonage ATEX du local n'est pas clairement identifié sur la porte d'accès pour les piétons,
- 1 et 2 ont indiqué ne pas savoir utiliser les explosimètres (il a par ailleurs fallu plusieurs minutes pour arriver à les localiser dans l'entreprise en fin de visite),
- selon 1, les talkies-walkies ne seraient pas compatibles avec une atmosphère ATEX,
- le POI cite en page 13 deux types de masque respiratoire sans indiquer lequel doit être utilisé pour la levée de doute,

- la centrale d'alarme gaz présentée dans le POI est différente de celle effectivement présente sur site,
- 1 a eu des difficultés à exploiter le POI pour identifier les actions à mener notamment les conditions de la levée de doute (il ne semblerait pas complètement opérationnel en situation de crise).

Non-conformité : Au vu du déroulé du scénario, il apparaît que l'exploitant n'a pas été en capacité de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'un accident majeur (article L 515-41 du Code de l'environnement). La conduite prévue par le POI lors du déclenchement de l'alerte n'a pas été mise en œuvre.

Sous un délai de 6 mois, l'exploitant mettra en œuvre les actions correctives nécessaires afin de :

- réviser le POI pour lever les constats mentionnés ci-dessus et qu'il soit adapté aux différentes situations pouvant être rencontrées sur le site (usine en production, effectif réduit, hors œuvre ouvrées...),
- faire en sorte que l'effectif minimal prévu par le POI soit toujours présent,
- assurer les formations nécessaires afin que le personnel soit en capacité de mettre en œuvre le POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Déclenchement du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, déclenchement du POI, alerte des services de secours

Prescription contrôlée :

Extrait :

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

Constats :

17h50 : Suite au constat de fuite, 1 et 2 se dirigent vers le point de rassemblement situé à l'extérieur avec un ordinateur portable.

17h53 : Appel du SDIS (simulé) par 1, le message comporte les informations principales suivantes :

- 1 se présente, identifie l'entreprise et la localise, précise l'activité,
- indication d'une détection gaz, levée de doute a permis de constater une flaque de liquide inflammable d'au moins 1000 litres,
- le local ne contient que des liquides inflammables, pas de produits toxiques (1 ne précise pas la présence d'un produit CMR),
- demande de l'aide,
- envisage mettre des bottes et un masque pour affiner la levée de doute et identifier précisément le produit à l'origine de la fuite

- indique que 2 vérifie les quantités présentes dans le local.

Pendant l'appel, 2 édite un état des stocks des produits présents dans le local. Elle précise également qu'un état est envoyé 2 fois par jour par mail aux cadres de l'entreprise.

Une première requête a permis d'éditer un état listant les produits du local par référence, mais il ne permettait pas de donner rapidement la quantité totale présente dans le local, ni d'identifier les risques présentés par chaque produit (pas de visualisation des phrases de risques ni du classement ICPE).

2 a réussi à accéder à l'état transmis aux cadres de l'entreprise, il a permis d'identifier que 30,8 tonnes de liquides inflammables étaient présents dans le local, cet état permettait de connaître les rubriques ICPE associées aux produits (4331, 4510 et 4511).

Ces états mentionnaient la présence du produit Prophyl 75 (liquide inflammable et dangereux pour l'environnement) mais n'indiquaient pas qu'il s'agit d'un produit CMR.

Ils sont destinés à être présentés aux pompiers lors de leur arrivée sur site.

1 a ensuite hésité à retourner dans le local de stockage des liquides inflammables pour identifier exactement la nature du produit qui s'est écoulé. Elle a déclaré qu'elle aurait demandé conseil aux pompiers. Dans le cadre de l'exercice, il a été considéré que les pompiers auraient indiqué à 1 d'attendre leur arrivée.

18h06 : 1 rappelle la directrice du site, fait un bilan de la situation en indiquant que les pompiers vont arriver sur site.

La directrice rappelle à 1 qu'il faut prévenir la DREAL.

1 utilise le numéro présent dans le POI qui est celui du cadre d'astreinte de la DREAL (l'appel est passé en réel en précisant « Exercice »).

Au cours de cet appel, un résumé de la situation est fait. Une petite imprécision est commise par 1 au début de l'appel qui évoque une alarme incendie. Le cadre d'astreinte de la DREAL demande des renseignements sur l'évènement et des précisions sur les produits de décomposition thermique. À ce moment, 1 réagit en indiquant qu'il n'y a pas d'incendie et qu'il s'agit d'une détection gaz. En tant que responsable R&D, 1 a été en capacité de présenter la nature des produits et les enjeux associés.

En fin d'exercice, une lecture commune du POI a été effectuée avec 1 et 2 et a permis d'établir les constats suivants pour ce qui concerne le déclenchement du POI :

- 1, dans son rôle de DOI, n'a pas formellement déclenché le POI (lors de l'appel au SDIS ou à la DREAL, il n'a pas été indiqué "le POI est déclenché"),
- 1 n'a pas clairement identifié, à partir du POI qu'un déversement supérieur à 1000 litres entraîne un déclenchement du POI et une évacuation,
- 1 n'a pas réalisé la mise en sécurité des installations (le POI prévoit la coupure électrique du local),
- dans le cadre du déversement de produit, 1 n'a pas indiqué analyser la situation en vue de mettre en œuvre les actions visant à limiter la taille de la flaque (utilisation la barrière anti-déversement et de l'absorbant),
- le système de contrôle de la présence par LED permet une première vérification de l'état des présents. Mais l'oubli du badge par 1 montre que ce système n'est pas infallible. En situation d'accident et dans le cadre du déclenchement du POI, une ronde pour confirmer l'absence de personnel dans les bureaux aurait pu être réalisée,
- l'effectif minimal nécessaire pour la mise en œuvre du POI n'était pas présent sur site (le POI prévoit un DOI, un binôme pour la levée de doute, un binôme qui doit se positionner au niveau des portails afin d'accueillir les secours, un binôme pour l'évacuation).

<p>Non-conformité : Au vu du déroulé du scénario, il apparaît que l'exploitant n'a pas été en capacité de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'un accident majeur (article L 515-41 du Code de l'environnement). La conduite prévue par le POI lors du déclenchement de l'alerte n'a pas été mise en œuvre.</p> <p>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant mettra en œuvre les actions correctives nécessaires afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> réviser le POI afin de lever les constats mentionnés ci-dessus et qu'il soit adapté aux différentes situations pouvant être rencontrées sur le site (usine en production, effectif réduit, hors œuvre ouvrées...), faire en sorte que l'effectif minimal prévu par le POI soit toujours présent, s'assurer que les états des stocks édités au moment d'un sinistre permettent d'identifier de façon exhaustive les risques présentés par les produits (cf remarque sur le produit Prophyl 75 dont la caractéristique CMR n'était pas visible sur l'état des stocks), assurer les formations nécessaires afin que le personnel soit en capacité de mettre en œuvre le POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Rétentions, étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extraits :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>...</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité : Le batardeau permettant d'assurer la mise en rétention du local de stockage des liquides inflammables ne permet d'assurer l'étanchéité nécessaire au niveau du sol. Une mise en conformité doit être réalisée sous un délai de 1 mois.</p>
<p>Observations :</p> <p>Par le présent rapport et dans le cadre du projet d'augmentation des activités, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les dispositions de l'arrêté du 24/09/20 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. Ce texte impose notamment des dispositions particulières pour l'entreposage et la rétention des liquides inflammables, en particulier dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Protections individuelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 2-paragraphe 6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Masques respiratoires
Prescription contrôlée : Extrait : Protections individuelles Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne. Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.
Constats : Non-conformité : La cartouche associée au masque respiratoire implanté au niveau de l'aire intérieure de chargement-déchargement des véhicules est périmée. Son remplacement doit être réalisé sous un délai de 1 mois. Sous ce même délai, l'exploitant justifiera que ce type d'équipement fait l'objet d'un suivi au même titre que les autres équipements de sécurité de l'entreprise (extincteurs, systèmes de détections, etc....) afin d'éviter que ce genre de situation ne se reproduise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois